

Sujets de préoccupation pour le Québec et les provinces
**Conséquences gravement préjudiciables de la
privatisation, de la braderie des ressources et
des stratagèmes pour payer les riches**

Session d'automne de l'Assemblée nationale du Québec

**La privatisation des services publics et la braderie des ressources
naturelles reprennent de plus belle**

– Fernand Deschamps –

- **L'héritage de super braderie du « super ministre » sortant**
– Christine Dandenault –
- **Une nouvelle «super ministre» experte en intégration nord-américaine**
– Geneviève Royer –
- **Les Québécois disent Non! à la transition «verte»**
 - **La transition énergétique profite à l'économie de guerre des États-Unis**
- **La saga Northvolt compromet les régimes de retraite des Québécois**

L'offensive antisociale du gouvernement de l'Ontario

- **Profusion de stratagèmes pour payer les riches**
- Barbara Biley -

Forte résistance à l'offensive antisociale en Alberta

- **Les travailleurs du secteur public en action pour défendre leurs droits et leur dignité!**
– Peggy Askin –
- **Tous en appui aux travailleurs de la santé!**
– Peggy Morton –

Les élections en Colombie-Britannique le 19 octobre 2024

- L'élection met en évidence l'absence de pouvoir de l'électorat
- Une grenade à la réunion du caucus – la sélection des candidats en Colombie-Britannique
– Peter Ewart –
- La situation à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique et les candidats à l'élection

Session d'automne de l'Assemblée nationale du Québec

La privatisation des services publics et la braderie des ressources naturelles reprennent de plus belle

– Fernand Deschamps –

Le 10 septembre 2024, la session d'automne de l'Assemblée nationale du Québec s'est ouverte sur un ordre du jour qui poursuit la privatisation des services publics et la braderie des ressources naturelles à une échelle toujours plus grande. Une série de projets de loi accélère cette braderie et fait payer aux Québécois les infrastructures nécessaires. Tout cela contribue à l'établissement de corridors de transport et d'énergie et à la chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques nécessaires à l'économie de guerre des États-Unis.



Avant que l'Assemblée nationale n'ajourne pour l'été, le 9 mai, le gouvernement Legault déposait le projet de loi 61, *Loi édictant la Loi sur Mobilité Infra Québec et modifiant certaines dispositions relatives au transport collectif*. Cette nouvelle agence, Mobilité Infra Québec, sera dotée d'un conseil d'administration et aura, elle-seule, compétence à l'égard d'un projet complexe de transport que lui confie le gouvernement.

Le projet de loi 62, *Loi visant principalement à diversifier les stratégies d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage d'agilité dans la réalisation de leurs projets d'infrastructure*, a aussi été déposé le 9 mai. On y introduit l'expression « contrat de partenariat ... dans une approche collaborative » qui se substitue au terme « partenariat public-privé (PPP) », maintenant abandonné.

Ce que le gouvernement appelle un « nouveau type de contrat » et une « approche collaborative » est en fait une méthode bien connue qui consiste à donner des fonds publics à des intérêts privés étroits pour faire le travail de la fonction publique. Le « cabinet-conseil » supranational McKinsey & Company affirme que, depuis sa création en 1926, « McKinsey fonctionne comme un partenariat mondial unique, uni par un ensemble de valeurs fortes et par la volonté d'apporter des changements positifs et durables ». Elle a également été chargée par le gouvernement fédéral de mettre en place la Banque de l'Infrastructure du Canada, tandis qu'un ancien partenaire de McKinsey a fini par devenir PDG de cette banque pour offrir des contrats à McKinsey.

Les projets de loi 61 et 62 sur les projets d'infrastructure démontrent l'intention du gouvernement

Legault d'intensifier la privatisation pour l'octroi des projets d'infrastructure publics, dont les projets d'expansion d'Hydro-Québec.

Le 6 juin, l'ancien ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon, a déposé à l'Assemblée nationale le projet de loi 69, *Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives*. Le projet de loi fait partie intégrante de la restructuration de l'État pour mieux servir les grands intérêts privés supranationaux, plus particulièrement à intégrer les ressources en électricité du Québec aux corridors de transport d'énergie des États-Unis. Le projet de loi 69 accordera à la nouvelle ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie de nouveaux pouvoirs, dont celui « d'établir et de mettre en oeuvre un plan de gestion intégrée des ressources énergétiques » du Québec. C'est un fait bien connu qu'Hydro-Québec a déjà signé des contrats d'exportation de l'énergie électrique dite « verte » vers les États-Unis et d'autres projets sont en voie d'être réalisés.

Le sous-sol du Québec est aussi mis à la disposition du pillage avec le projet de loi 63, *Loi modifiant la Loi sur les mines et d'autres dispositions*, déposé le 28 mai par la ministre des Ressources naturelles et des Forêts du Québec, Maïté Blanchette Vézina. Les organisations de défense de l'environnement se sont vivement opposées à ce projet de loi qui, selon elles, est loin de mettre fin au régime archaïque de « free mining ». Le « free mining » donne aux entreprises minières toutes sortes de passe-droit pour extraire du sous-sol québécois les minéraux critiques tant convoités, non seulement par l'industrie des véhicules électriques, mais aussi par le département de la Défense des États-Unis pour son industrie de guerre.

On a l'exemple en mai dernier du financement, à coup de plusieurs dizaines de millions de dollars, par le département de la Défense des États-Unis et Ressources naturelles Canada de l'étude de faisabilité par Lomiko Metal d'un projet de mine de graphite dans la région de la Petite Nation, au sud-ouest du Québec. Ce même département de la Défense américain vient d'annoncer le 26 septembre un financement de 18 millions de dollars dans l'entreprise de Colombie-Britannique appelée Nano One Materials. Celle-ci a implanté une usine pilote à Candiac, au sud de Montréal, pour la production de phosphate de fer lithié (LFP), la seule usine de ce type en Amérique du Nord.



Le LFP est le matériau actif des cathodes des batteries rechargeables au lithium-fer-phosphate. Déjà en 2016, le U.S. Army Research Laboratory (ARL) avait financé à près de 10 millions de dollars la recherche et le développement chez Hydro-Québec d'une pile rechargeable lithium-cobalt-phosphate portative. Cette pile a vu le jour en 2018 pour répondre aux spécifications du Pentagone.

Tout cela montre que ces projets de loi que le gouvernement prévoit faire adopter cet automne sont loin de contribuer au développement d'une économie qui sert avant tout à assurer la sécurité énergétique du Québec et du Canada et au développement d'une économie qui sert les besoins du peuple. Ces lois et les stratagèmes qui les accompagnent sont une façon de mettre les ressources naturelles du Québec à la disposition de l'économie de guerre des États-Unis.

Les Québécois comme les Canadiens ne souscrivent pas à cette conception du monde qui désinforme sur les véritables enjeux de la lutte pour un avenir radieux pour eux-mêmes et pour toute l'humanité. Plus précisément, ils rejettent cette notion que pour avoir une économie « verte »

il faut que l'économie du Québec et du Canada soit intégrée à la machine de guerre des États-Unis ou soumise à des stratagèmes pour payer les riches.



Un contingent de la marche pour l'environnement, le 27 septembre, pour protester contre l'exploitation minière dans la région de la Petite Nation et d'autres régions du Québec



L'héritage de super braderie du « super ministre » sortant

– Christine Dandenault –

Dans les heures qui ont suivi l'annonce, le 4 septembre, de la démission de celui que l'on appelait le « super ministre » du Québec, Pierre Fitzgibbon, les milieux d'affaires lui ont fait des éloges éloquents, notamment sur sa réforme d'Investissement Québec et sur le développement de la chaîne d'approvisionnement des batteries.

La réforme en question est celle entreprise par le gouvernement Legault, à partir de 2020, de la société d'État appelée Investissement Québec. En tant que ministre de l'Économie, en 2019 Pierre Fitzgibbon a parrainé le projet de loi 27, *Loi concernant l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation*, adopté par l'Assemblée nationale le 6 décembre 2019. Un des objectifs de cette Loi, selon Fitzgibbon, était de doubler d'ici cinq ans les investissements étrangers au Québec. La manière d'y arriver était de transférer tout un pan de l'offre de services du ministère de l'Industrie et de l'Innovation du Québec à l'agence Investissement Québec (IQ), afin qu'elle soit un guichet unique de services pour les entreprises privées basées au Québec. Il a mis sur pied IQ international pour faciliter l'exportation des produits provenant des entreprises basées au Québec et « accompagner les sociétés étrangères à travers leur implantation au Québec ».

Selon les résultats publiés par IQ et sa branche internationale pour l'exercice financier allant d'avril 2023 à mars 2024, de nouveaux investissements directs étrangers de 13,1 milliards \$ sont arrivés en sol québécois, soit presque six fois plus que pour l'exercice 2018-2019 (2,3 milliards \$). Selon le communiqué d'IQ, « les investissements liés à l'implantation de la filière batterie en sol québécois, ainsi que ceux dans le secteur des ressources naturelles, représentent une part significative » des activités de prospection effectuées entre avril 2023 et mars 2024.

Ce qu'Investissement Québec ne mentionne pas, c'est que tous ses investissements ont été

accompagnés de stratagèmes pour payer les riches de plusieurs centaines de millions de dollars, voire de milliards de dollars, par les gouvernements Trudeau et Legault. Actuellement, plusieurs de ces investissements étrangers dans la filière batterie demeurent incertains, dont le projet de l'usine de cathodes de Ford, EcoProBM et SK On, à Bécancour, de 1,2 milliards de dollars qui a été mis sur la glace depuis le 30 avril dernier. Le sort de la future usine de cellules de batteries de Northvolt, à McMasterville, au coût de 7 milliards de dollars, qui demeure aussi incertain suite aux récents déboires de la société-mère en Suède.

Lors de la présentation du dernier exercice financier de l'IQ en mai, des journalistes ont voulu savoir si IQ international est présent en Israël. Le PDG d'IQ international, Hubert Bolduc, s'est fièrement vanté d'avoir été de la première mission que Fitzgibbon a faite en Israël en 2022, « celle qui lui [Fitzgibbon] a donné l'idée de dire qu'il y a quelque chose à faire dans ce pays-là. Tech, innovation, cybersécurité » [...] « On a vu des choses là qui nous ont fait comprendre qu'il y avait quelque chose à apprendre d'Israël dans ces secteurs-là, a-t-il ajouté. [...] Si on a la chance d'avoir des yeux et des oreilles là-bas, on va regarder tous les projets. [...] On va être opportuniste », a-t-il dit.

Il demeure qu'en 2023 le gouvernement du Québec a quand même ouvert un bureau commercial à Tel-Aviv qu'il refuse de fermer malgré les demandes répétées provenant de nombreuses organisations de défense des droits humains et les nombreuses pétitions dans ce sens qui circulent, dont celle à l'Assemblée nationale qui a récolté près de 12 000 signatures en l'espace de quelques mois.

Ce que tout cela révèle est que des politiciens sans principes issus de partis cartellisés, qui parcourent le monde comme des commis voyageurs pour vendre au plus offrant les ressources naturelles du Québec, ne représentent pas les aspirations des travailleurs et du peuple au Québec. L'alternative que la classe ouvrière cherche à mettre en place est un projet d'édification nationale où l'économie est garante du bien-être de tous, et non d'une poignée d'intérêts privés étroits.



Une nouvelle « super ministre » experte en intégration nord-américaine

– Geneviève Royer –

Le 5 septembre 2024, le premier ministre du Québec, François Legault, a annoncé que la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Christine Fréchette, députée de la circonscription de Sanguinet, sur la Rive-Sud de Montréal, depuis 2022, occupera le poste du « super ministre » Pierre Fitzgibbon, qui a démissionné le 3 septembre. Elle deviendra donc la nouvelle « super ministre » – ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie; ministre responsable du Développement économique régional; ministre responsable de la Métropole et de la Région de Montréal. Ce qui est important, c'est de voir à quel point elle sait comment intégrer le Canada à l'économie de guerre des États-Unis et fouler aux pieds la souveraineté nationale du Canada et du Mexique et de tout pays qui défie l'ordre international fondé sur les règles des États-Unis[1].

Son article de 2005 intitulé « Triumvirat : Une innovation interparlementaire nord-américaine », rend amplement claire la contribution qu'elle cherche à apporter. Elle préconise que « la création d'un bloc économique régional tel que l'ALÉNA [Accord de libre-échange nord-américain] requiert l'attention constante des législateurs, ne serait-ce que pour répondre aux nombreux besoins qu'il

génère en matière de commerce, de sécurité et de développement ». Pour y parvenir, elle propose une réunion « des législateurs des parlements fédéraux du Canada, des États-Unis et du Mexique » où ils discuteraient de questions liées à quatre thèmes : la création de corridors commerciaux nord-américains, l'immigration, l'usage des énergies renouvelables et le chapitre de l'ALÉNA portant sur les investissements[2].

L'idée d'une réunion « des législateurs » ne s'est jamais matérialisée, mais l'intégration s'est poursuivie avec le sommet de Waco, au Texas, qui a réuni les présidents américain et mexicain et le premier ministre canadien en mars 2005. Ce premier sommet a ouvert la voie aux sommets annuels des « trois amigos », dans le cadre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, conçus pour intégrer davantage l'économie canadienne et mexicaine à l'économie de guerre des États-Unis.

Avec un tel parcours, on comprend pourquoi François Legault l'a nommée à la tête des deux importants ministères de l'Économie et de l'Énergie : c'est pour poursuivre l'intégration de l'économie et des ressources naturelles du Québec à l'économie de guerre des États-Unis.

Notes

1. La biographie de la toute nouvelle ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie montre comment est formée une personne de premier plan de l'État. Elle est titulaire d'une maîtrise en relations internationales (Université Laval, 1994) et d'un baccalauréat en administration des affaires, spécialisation en économie et commerce international (HEC, Université de Montréal, 1992). Avant d'être élue pour la première fois le 3 octobre 2022, elle a été PDG de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal (2016-2021). De 2014 à 2016, elle a été directrice des relations externes et institutionnelles à Montréal International, qui se décrit comme « l'agence de promotion économique du Grand Montréal ». De 2012 à 2014, sous le gouvernement péquiste de Pauline Marois, elle a occupé le poste de directrice adjointe du cabinet du ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur. De 2008 à 2012, elle a été analyste de la politique américaine à Radio-Canada et au Groupe TVA, stations de radio 98,5 et 93,3 sur la bande FM. Entre 2007 et 2012, elle a travaillé en tant que coordonnatrice de la Chaire d'études politiques et économiques américaines et de la Chaire d'études mexicaines contemporaines de l'Université de Montréal (UdeM). Elle a également été membre du conseil d'administration du North American Center for Transborder Studies, Université d'État de l'Arizona, de 2006 à 2011, et de l'Observatoire des Amériques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) entre 2006 et 2007.

Christine Fréchette a été membre de la mission d'observation électorale de l'Organisation des États américains (OÉA) en 2006. À cette époque, des délégations de l'OÉA ont été envoyées au Honduras, en Bolivie et au Venezuela pour y superviser les élections générales et présidentielles. Entre 2005 et 2008, elle a également été membre du conseil d'administration du Conseil des relations internationales de Montréal (CRIM), qui se décrit comme un organisme privé à but non lucratif et non partisan.

C'est ce même organisme qui invite régulièrement le ministre des Affaires étrangères du Canada à venir s'adresser à un groupe de personnes sélectionnées pour présenter la « vision du gouvernement ». En novembre dernier, la ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, est venue au CRIM pour défendre le soutien du Canada aux crimes sionistes commis contre le peuple palestinien à Gaza.

Entre 2004 et 2007, Christine Fréchette a été membre du conseil d'administration du Centre d'études internationales de Montréal – Cérium (UdeM). Elle a également fondé et dirigé le Triumvirat, Forum sur l'intégration nord-américaine (FINA), entre 2002 et 2011.

2. « [Triumvirat : une assemblée parlementaire nord-américaine voit le jour](#) », Christine Fréchette, automne 2005, *Revue parlementaire canadienne*

(Avec des informations de l'Assemblée nationale du Québec, de Montréal International, du Conseil des relations internationales de Montréal, de la *Revue parlementaire canadienne*)



Les Québécois disent Non! à la transition « verte »



Manifestation devant l'Assemblée nationale du Québec le 12 septembre contre les articles du projet de loi 69 qui ouvrent la porte à une privatisation accrue d'Hydro-Québec

Le « super ministre » Pierre Fitzgibbon quitte le gouvernement du Québec après avoir parrainé le dépôt du projet de loi 69, *Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives*, le 6 juin 2024. Les présentations aux consultations particulières liées au projet de loi se sont tenues du 10 septembre au 19 septembre, menées par Christine Fréchette, ancienne ministre de l'Immigration nommée pour remplacer Fitzgibbon à titre de nouvelle ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec[1].

Dès son dépôt, le projet de loi 69 a suscité de nombreuses réactions et objections car il ouvre la porte à la privatisation accrue des avoir d'Hydro-Québec, ou la société d'État va aussi garantir aux entreprises privées un tarif pour l'électricité produite par elles. Le projet de loi va aussi introduire la tarification dynamique de l'électricité résidentielle à partir d'avril 2026 [2].

Suite à la démission du ministre Fitzgibbon, plus de vingt organisations environnementales, syndicales et communautaires ont publié une lettre conjointe dans laquelle elles demandent que les travaux entourant le projet de loi 69 soient suspendus parce que ses « orientations n'ont été ni présentées à la population dans la plateforme électorale du parti ni débattues, elles ont plutôt été déterminées par un nombre restreint de personnes, dont le ministre Fitzgibbon lui-même, derrière des portes closes »[3]. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) abonde dans le même sens : « Il faut offrir aux Québécois et Québécoises une vision du XXIe siècle du développement énergétique. Le projet de loi no 69 met en péril la survie du filet social québécois, et



nous ne pouvons entériner cette approche. Collectivement, nous avons le devoir de laisser aux générations futures une politique énergétique cohérente et durable. »

Notes

1. Le portefeuille de l'immigration qu'avait Christine Fréchette est remis à Jean-François Roberge, qui cumule déjà de nombreux postes ministériels, dont celui de la Francisation et de l'Intégration, de la Langue française, responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, responsable des Institutions démocratiques, responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels et responsable de la Laïcité. Avec tous ses ministères dont il est responsable et dont les thèmes se recoupent, des analystes de la scène politique ont qualifié, à raison ou à tort, Jean-François Roberge de nouveau « ministre de l'Identité ».

2. Voir « [Opposition vive et immédiate d'organisations syndicales à la privatisation accrue d'Hydro-Québec](#) », Geneviève Royer, *LML mensuel*, juin 2024

3. « [Départ de Fitzgibbon : suspension des travaux entourant le projet de loi 69 demandée](#) », Lettre ouverte, 4 septembre 2024



La transition énergétique profite à l'économie de guerre des États-Unis

Le projet de loi 69, *Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives*, modifie 15 lois et sept règlements. Le gouvernement Legault le présente comme une partie intégrante du plan de transition vers les énergies « vertes » et le « zéro émission de carbone » de l'économie québécoise pour les décennies à venir.

Les changements apportés à Investissement Québec et à Hydro-Québec ainsi que le projet de loi 69 et le projet de loi 63 modifiant la *Loi sur les mines* font tous partie d'un plan visant à soumettre le Québec aux plans bellicistes des États-Unis.

Dans une série d'entrevues radiophoniques les 3 et 4 septembre, avant qu'il ne démissionne, le « super ministre » Pierre Fitzgibbon n'a pas hésité à défendre son programme de transition énergétique en déclarant qu'il s'entretient régulièrement avec des représentants du département de la Défense des États-Unis et qu'il l'a fait pas plus tard que le 2 septembre[1]. Il a déclaré que les représentants de la Défense américaine lui ont répété qu'ils étaient très intéressés à « travailler ensemble » pour mettre la main sur les minéraux critiques du Québec, et il a répondu : « Alors moi, je dis oui, parce qu'on veut travailler avec nos collègues américains. »

La preuve en est déjà l'investissement de 8,4 millions de dollars américains du département de la Défense des États-Unis en mai dernier dans la société minière Lomiko Metals pour l'exploitation d'un gisement de graphite près de Duhamel, dans le sud-ouest du Québec.

On se souviendra de Pierre Fitzgibbon comme du parrain du projet de loi 69, qui ouvre la voie à l'intégration des ressources énergétiques du Québec aux corridors énergétiques et de commerce des États-Unis[2], mais aussi comme du ministre qui a mis en place l'infrastructure nécessaire pour vendre les ressources minérales du Québec au plus offrant, en l'occurrence le département de la Défense des États-Unis, afin de soutenir leur économie de guerre.

Notes

1. Pierre Fitzgibbon interviewé par l'animateur de « Tout un matin » Patrick Masbourian, émission de Radio-Canada, 3 septembre 2024

2. Voir « Le projet de loi des énergies 'propres' du Québec sert à l'intégration des ressources du Québec aux corridors de transport d'énergie et de commerce des États-Unis », Fernand Deschamps », *LML mensuel*, juin 2024

(Avec des informations du gouvernement du Québec, d'Investissement Québec, de Radio-Canada, du LML, du Devoir, du Journal de Montréal, du Droit)



La saga Northvolt compromet les régimes de retraite des Québécois

Depuis maintenant plusieurs mois, il se passe à peine un jour sans que l'entreprise de composantes de véhicules électriques suédoise Northvolt ne défraie les manchettes. La démonstration est faite chaque jour que l'empressement malavisé des gouvernements du Québec et du Canada à distribuer des tonnes d'argent public aux fabricants de batteries pour véhicules électriques est motivé par la corruption et facilité par un processus décisionnel mené par des intérêts privés étroits au service du Pentagone.

Le tout a débuté au printemps dernier lorsque la maison mère en Suède a annoncé une restructuration de ses activités en Europe et en Amérique du Nord. C'est suite à la perte d'un important contrat avec le constructeur automobile BMW qui avait annulé en juin une commande d'environ trois milliards de dollars en raison des retards de livraison des produits provenant de la giga-usine de Northvolt située, à Skelleftea, en Suède.

La saga Northvolt fait couler beaucoup d'encre, mais sans jamais faire un peu de lumière sur ce que les Québécois perdront parce que leurs fonds de pension ont été investis dans une entreprise opportuniste.

Jusqu'à maintenant, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CPDQ) qui gère le bas de laine des régimes de pensions des Québécois a investi 200 millions de dollars sous forme de « dette convertible » dans la société mère de Northvolt, ainsi que 270 millions de dollars en « dette convertible » du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec. Le gouvernement du Québec a avancé à la filiale de Northvolt au Québec la somme de 240 millions de dollars sous forme d'un prêt hypothécaire pour l'achat des terrains de l'usine au Québec qui, moins d'un an auparavant, étaient évalués à 40 millions de dollars. Le gouvernement a aussi déjà dépensé plusieurs millions de dollars pour bâtir les nouveaux accès routiers à la future usine. (La construction de logements sociaux prend des années et est tout à fait inadéquate, mais la construction des infrastructures requises par les intérêts étrangers dont les investissements au Québec sont présentés comme une garantie de prospérité est en effet rapide et sans difficulté.)

Le gouvernement a promis d'allouer à Northvolt un bloc de puissance de 354 megawatts. C'est maintenant remis en question par plusieurs entreprises de moindre importance qui veulent accéder à cette énergie qu'ils se sont vu refuser jusqu'à date par l'ancien « super ministre » de l'Énergie Pierre Fitzgibbon.

Le premier ministre François Legault prétend que le gouvernement du Québec ne perdra rien de cette somme de 270 millions de dollars advenant l'effondrement financier de Northvolt alors que la

nouvelle « super ministre » de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Christine Fréchette, parle plutôt d'un « risque calculé ».

Une dette convertible, même si elle n'est pas convertie en actions de Northvolt, représente un risque qui ne met pas le gouvernement à l'abri de pertes importantes. Dans une entrevue accordée à *La Presse*, le professeur de sciences comptables à l'Université du Québec à Montréal, Saïdatou Dicko, avait ceci à dire : « En cas de faillite ou de restructuration, on va souvent faire un calcul proportionnel. On prend l'ensemble des dettes avant de déterminer la proportion de chaque créancier. Par exemple, si la CDPQ représente 2 % de l'ensemble des dettes, elle ne récupérera que 2 % de l'argent disponible pour rembourser les créanciers. »

En date du 31 décembre 2023 – les plus récentes données disponibles –, les sommes empruntées par Northvolt s'élevaient à plus de 7,4 milliards de dollars.

L'institution financière privée IMCO, qui se définit comme « un investisseur indépendant à long terme pour les institutions du secteur public de l'Ontario » et gère entre autres le fonds de pension des employés municipaux de l'Ontario, a investi à deux reprises, en 2021 et 2022, dans la société-mère de Northvolt. En 2022 elle l'a fait avec l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et BlackRock pour une somme équivalente à 1,5 milliards de dollars sous forme aussi de titre d'emprunt convertible.

Dans un communiqué de presse publié le 23 septembre par la maison mère, Northvolt « redéfinit son champ d'opération » en Suède où il est question maintenant de 1600 mises à pied, dont 1000 travailleurs licenciés à sa seule usine de production à Skelleftea, 400 employés à son centre de recherche et innovations à Vasteras et 200 employés à Stockholm. Northvolt avait déjà annoncé durant la première semaine de septembre qu'elle suspendait la production de cathodes à son usine de Skelleftea. Elle a aussi renoncé à construire une autre usine à Borlänge, à 200 km au nord-ouest de Stockholm, où se trouve initialement un projet de matériaux cathodiques. Elle avait aussi annoncé le 20 août qu'elle fermait son centre de recherche et développement à San Francisco, en Californie, signifiant la perte d'emploi pour 200 ingénieurs, afin de « transférer ses activités » à son centre de recherche et développement à Vasteras. Les autres projets de co-entreprise qu'elle envisageait au Portugal, en Pologne et en Allemagne sont soit mis sur la glace, soit abandonnés[1].

Déjà, Goldman Sachs, le bailleur de fonds principal américain de Northvolt, avait demandé au début de septembre à la firme américaine PJT Partners spécialisée dans les restructurations d'entreprise, d'« évaluer toutes les options », y compris la faillite possible de Northvolt. Volkswagen, le premier constructeur automobile européen et le plus important bailleur de fonds de Northvolt, a annoncé au début de septembre la possible fermeture de deux de ses usines en Allemagne, ce qui ne s'est jamais passé dans les 87 ans d'histoire du fabricant automobile [2]. Il a toujours pour l'instant son projet de giga-usine d'assemblage de voitures électriques à St. Thomas en Ontario, financé à coup de plusieurs milliards de dollars par les gouvernements du Canada et de l'Ontario[3].

Les Québécois et les Canadiens sont réduits au rôle de spectateurs de ce processus décisionnel motivé par des stratagèmes corrompus pour payer les riches, dont tous profitent sauf les Québécois et les Canadiens. Sous prétexte de « construire une économie verte », les régimes de retraite sont investis avec « risques calculés », tandis que le bien-être de la population est sacrifié sur l'autel du profit privé. Les gouvernements fédéral et provinciaux ne sont pas aptes à gouverner. C'est un fait que chaque Canadien et Québécois connaît instinctivement de sa propre expérience directe.

Notes

1. Démarrée en décembre 2021, la giga-usine de Northvolt à Skelleftea, en Suède s'étend sur 2 millions de mètres

carrés. Elle est la première en son genre lancée par un groupe européen sur le vieux continent. Selon Northvolt et les analystes de l'économie mondiale, elle visait à concurrencer l'entreprise américaine Tesla et les producteurs asiatiques de batteries lithium-ion pour l'industrie automobile. À cette époque, Northvolt déclarait que le site devrait produire de quoi équiper 300 000 véhicules électriques chaque année, avec une capacité de production annuelle équivalente à 16 gigawattheures (GWh), lorsque l'usine atteindrait sa pleine capacité d'ici fin 2023.

Les médias suédois rapportaient récemment que l'usine fonctionnait à moins de 1 % de sa capacité prévue. La cible de production annuelle de cellules de batteries équivalente à 16 GWh, d'abord prévue en 2023, est maintenant repoussée en 2026. En effet, au moment où Northvolt négociait avec les gouvernements du Canada et du Québec pour obtenir des subventions de près de 2,7 milliards de dollars pour construire sa première usine de batteries en Amérique du Nord, l'usine de Northvolt à Skelleftea a livré pour 79,8 MWh de cellules de batterie, soit moins de 5 % de la capacité totale de production des installations, pour les neuf premiers mois de 2023. Selon Northvolt, si les livraisons ont été particulièrement faibles au troisième trimestre qui a pris fin en septembre, c'est en raison de travaux de mise à niveau et de maintenance.

Actuellement, Northvolt a des manques de liquidités d'environ 1,5 milliards de dollars puisqu'elle a eu un déficit d'opérations d'environ 1,4 milliard de dollars au cours des neuf premiers mois de 2023, soit plus de huit fois celui enregistré pendant la même période en 2022, selon le journal financier suédois *Dagens industri*.

Les principaux actionnaires de Northvolt sont Volkswagen (21 %), Goldman Sachs (19 %), Vargas Holding (7 %) et le fondateur de Northvolt, Peter Carlsson (6,7 %). Ils font partie des investisseurs privés et publics qui ont misé plus de 18 milliards de dollars sur Northvolt. En janvier 2024 seulement, l'entreprise a récolté près de 6 milliards de dollars en financement de toutes sortes.

2. Selon *Le Devoir*, « Volkswagen souffre depuis des mois de la chute des ventes, de l'affaiblissement du secteur automobile et de la concurrence croissante des constructeurs chinois, notamment en Chine, son principal marché. » La presse allemande parle du licenciement de 20 000 travailleurs allemands, bien que l'entreprise réalise toujours un bénéfice net de 3,71 milliards d'euros, au premier trimestre 2024. Les travailleurs de Volkswagen sont syndiqués avec la centrale syndicale des métaux, IG Metall. IG Metall rappelle qu'en 1994 un pacte social avait été signé entre les syndicats et les employeurs, dont Volkswagen, pour interdire les licenciements jusqu'en 2029. Maintenant Volkswagen veut déchirer cette entente.

Volkswagen a déjà fermé en 1988 son usine de Westmoreland aux États-Unis pour revenir ouvrir une usine d'assemblage en 2008 à Puebla au Mexique et en 2011, une usine de voitures électriques à Chattanooga, au Tennessee, où les travailleurs ont seulement pu finalement se syndiquer en avril 2024, après deux autres tentatives infructueuses.

3. Voir « [Nouvelle subvention massive pour la construction d'une usine de batteries de Volkswagen à St. Thomas, en Ontario](#) », *LML Mensuel*, Avril 2023

(D'après des informations de Gouvernement du Québec, Northvolt, OMERS, LML, *Dagen industri*, *Radio-Canada*, *Le Devoir*, *La Presse*, *Journal de Montréal*)



L'offensive antisociale du gouvernement de l'Ontario

Profusion de stratagèmes pour payer les riches

- Barbara Biley -

Depuis sa réélection en juin 2022, à l'issue d'une élection qui a été caractérisée par le plus faible taux de participation de l'histoire de l'Ontario et formant un gouvernement majoritaire avec le vote de seulement 17,8 % des personnes ayant droit de vote, le gouvernement conservateur de Doug Ford s'est embourbé dans la corruption et le discrédit.



Manifestation pour un système de santé public à l'ouverture de la session d'automne de l'assemblée législative à Toronto le 25 septembre 2023

Les compressions en éducation, en santé, dans le logement et les services sociaux accompagnées de gigantesques stratagèmes pour payer les riches sont monnaie courante. La Banque d'infrastructure de l'Ontario siphonne de l'argent du trésor public au nom de « partenariats publics-privés » qui sont reconnus comme étant une façon de garantir les profits privés avec les fonds publics. Aujourd'hui, les hôpitaux, les projets immobiliers et les systèmes de transport sont financés par le trésor public au profit d'investisseurs privés qui font de l'argent plein les poches avec ces projets. Ces projets n'ont rien à voir avec le bien-être de la population, dont les conditions se détériorent.

Les compressions en éducation ont augmenté depuis que le gouvernement Ford est arrivé au pouvoir en 2018. À la fin d'avril 2024, après la présentation du budget du gouvernement Ford pour 2024-2025, la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO)) a souligné :

« Bien que le gouvernement Ford prétend qu'il fait des investissements 'historiques' en éducation, la réalité est que, compte-tenu de l'inflation et d'une augmentation des inscriptions, il y a un manque à gagner de 2 milliards de dollars au financement des besoins de base en éducation pour l'année scolaire 2024-2025 comparativement à l'année scolaire 2017-2018. Le financement per capita n'a pas suivi l'inflation alors que le gouvernement Ford a fait des compressions dans le financement per capita de l'ordre de près de 10 % depuis 2018. »

La FEESO ajoute : « Le sous-financement de l'éducation publique par la province a engendré une détérioration des conditions de travail et d'apprentissage dans les écoles de l'Ontario, ce qui a provoqué une pénurie de personnel sans précédent pour les enseignants et les travailleurs de l'éducation. Il y a eu de graves répercussions sur l'accès des étudiants aux services de santé mentale. Des psychologues, des travailleurs sociaux et d'autres professionnels de la santé mentale abandonnent l'éducation en grands nombres pour la simple raison qu'ils peuvent trouver des salaires supérieurs et de meilleures conditions de travail ailleurs. Les temps d'attente continuent de s'allonger partout dans la province pour les étudiants qui veulent avoir accès à d'importants services d'aide en santé mentale. »

La Coalition de santé de l'Ontario (CSO), qui est active dans toutes les régions de la province à mobiliser l'opposition aux compressions du gouvernement Ford dans le système de santé public, alors qu'il multiplie les services de santé privés, a souligné le 9 septembre :

« Le financement des hôpitaux publics en Ontario est le plus bas de toutes les provinces et de tous les territoires.

« L'Ontario compte également le moins de lits d'hôpitaux au Canada. Lorsque le gouvernement Ford est arrivé au pouvoir, il a choisi de réduire le financement des hôpitaux en dessous du taux d'inflation, l'augmentant uniquement pendant la pandémie. Même après la pandémie, il a financé les hôpitaux publics bien en dessous du taux d'inflation et a plafonné les salaires des infirmières et des professionnels de la santé, limitant ainsi le financement et aggravant la pénurie de personnel de santé. »

Le 3 septembre, la CSO informait que : « De 2023 à 2024, Ford a accordé une augmentation de plus de 200 % aux cliniques privées et a augmenté le financement d'un hôpital privé à but lucratif (Don Mills Surgical Unit) de près de 300 %. En même temps, il a imposé de véritables coupes budgétaires aux hôpitaux publics tout au long de l'année budgétaire, jusqu'au dernier mois, en les finançant en dessous du taux d'inflation, les laissant sans les ressources nécessaires pour faire face à la crise du personnel et aux fermetures des services d'urgence et d'autres services. La stratégie est claire : conduire le système public à la faillite et utiliser la crise qui en résulte pour privatiser. »

En juin de cette année, le Bureau de la responsabilité financière du gouvernement de l'Ontario, qui travaille à partir des chiffres du gouvernement, a souligné que le gouvernement Ford a coupé dans les dépenses aux services sociaux pour les personnes handicapées, à l'aide au logement et aux services aux enfants autistes. Dans son Examen du plan des dépenses du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires publié le 5 septembre, le bureau rapporte que les prestations du programme Ontario au Travail (OT) sont gelées depuis 2018, ce qui a engendré une baisse de 15 % des prestations de l'OT, y compris l'ajustement en fonction de l'inflation de 11 154 dollars en 2028-2029 à 9 985 dollars en 2023-2024 et que, si la tendance des gels se maintient, les prestations de l'OT, y compris l'ajustement en fonction de l'inflation, vont baisser encore de 10 % à une moyenne de 8 511 dollars par cas avant la fin de 2028-2029.

En ce qui concerne le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH), le Bureau de la responsabilité financière estime que les prestations, y compris l'ajustement en fonction de l'inflation, sont passées d'une moyenne de 16 075 dollars par cas en 2018-2019 à 14 576 dollars en 2022-2023 avant d'augmenter à 15 095 dollars en 2023-2024 et que les prestations du POSPH comprenant l'ajustement en fonction de l'inflation augmenteront à près de 15 095 dollars par cas en 2028-2029. (Ontario au travail lui-même a été créé en 1996 pendant l'offensive antisociale menée par le gouvernement Mike Harris pour dissimuler ses attaques contre ceux et celles qui avaient besoin d'assistance sociale pour survivre.)

Suite à la présentation du budget provincial en mars de cette année, le président du Syndicat canadien de la fonction publique–Ontario, Fred Hahn, a souligné que dans le contexte des compressions aux programmes sociaux, « ces réductions interviennent au moment même où les Ontariens ont un besoin urgent d'investissements réels et substantiels dans leurs services publics – hôpitaux, éducation à tous les niveaux, soins de longue durée, services sociaux, garde d'enfants, services de développement et davantage de financement pour les villes ».

« Les élucubrations du gouvernement Ford sont épuisantes. Les conservateurs se disent bâtisseurs, mais en réalité, ce sont des casseurs, de dire Fred Hahn. Ils ont amené nos services publics au point de rupture, l'accessibilité est à son plus bas niveau historique, les Ontariens ne peuvent pas trouver de logement ou de médecin de famille. Et non seulement ce budget ne contient aucun effort sérieux pour réparer tout cela, mais les conservateurs nous disent ouvertement qu'ils ont l'intention d'aggraver la situation pour chacun d'entre nous, dans toutes les régions de la province. »

Les travailleurs et le peuple de l'Ontario reconnaissent la nécessité de prendre les choses en main.

Les travailleurs constituent la grande partie des 16 millions d'Ontariens et ce sont eux qui produisent toute la richesse et dispensent les services dont les Ontariens ont besoin. La situation en Ontario requiert que les travailleurs mènent les affaires économiques et politiques dans une nouvelle direction prosociale qui priorise le bien-être du peuple. Il faut se débarrasser d'un processus électoral qui donne le pouvoir aux partis cartellisés.

(Avec des informations du gouvernement de l'Ontario, de la Coalition ontarienne de santé, de la CBC et du SCFP-Ontario)



Forte résistance à l'offensive antisociale en Alberta

Les travailleurs du secteur public en action pour défendre leurs droits et leur dignité!

– Peggy Askin –



Rassemblement à Fort McMurray le 21 septembre 2024 pour protester contre la violation du droit de grève des travailleurs de l'éducation par le gouvernement de l'Alberta

Les syndicats représentant les travailleurs de presque tous les services publics en Alberta auxquels se fient les Albertains, y compris ceux qui travaillent directement pour le gouvernement, pour les Services de santé de l'Alberta, en éducation de la maternelle au secondaire, dans les collèges et les universités, les soins de longue durée et les soins aux aînés, et d'autres services publics, sont maintenant ou seront bientôt en période de négociations pour renouveler leur convention collective.

En tout, les conventions collectives de 248 000 travailleurs arrivent à terme cette année, ce qui représente 10 % de toute la main-d'oeuvre en Alberta. Cela comprend près de 92 000 infirmières, le personnel technique, professionnel et de soutien d'Alberta Health Care, qui impose maintenant une restructuration onéreuse et chaotique, 51 000 travailleurs de l'éducation, 22 000 travailleurs du gouvernement provincial, des dizaines de milliers de travailleurs de soins de longue durée, d'aide à la vie autonome, de soins à domicile et de résidences pour aînés.

La vaste majorité de ces travailleurs ont obtenu des « augmentations » salariales de 4,25 % au cours des quatre dernières années, alors que le coût de la vie a augmenté de 16 %. Plusieurs travailleurs du secteur public n'ont pas eu d'augmentation salariale depuis huit ou même dix ans, et ont perdu

20 % ou plus de leurs salaires réels. Des travailleurs rapportent qu'ils doivent avoir recours à des banques alimentaires, que leurs familles n'ont pas les nécessités essentielles et qu'ils ont de plus en plus de difficulté à rejoindre les deux bouts.

La chute dramatique des salaires réels a engendré un grave problème de recrutement et de rétention, créant des pénuries de personnel, ce qui mène à l'épuisement professionnel en raison de charges de travail insoutenables, et au manque de respect pour le travail important qu'ils font. Les services publics sont en crise tandis que le gouvernement continue de mettre en oeuvre une restructuration pour payer les riches, et les travailleurs qui fournissent des services essentiels pour le fonctionnement de la société sont devenus jetables et perçus comme un coût qu'il faut éliminer.

Pendant que les syndicats représentant les travailleurs sont à la table avec différents employeurs, le gouvernement provincial contrôle totalement le processus de « négociations » et dicte tout. La *Loi sur les employeurs du secteur public*, adopté en 2019, permet au ministre de la Finance de contrôler les négociations par le biais de mandats secrets. Les employeurs ne peuvent même pas informer les comités de négociation du contenu de ces mandats et des diktats imposés par le gouvernement.

Malgré tout, le gouvernement a annoncé publiquement à tous les secteurs l'offre insultante et ridicule d'une convention collective de quatre ans et d'une augmentation salariale de 2 % en 2024, une augmentation salariale de 2 % en 2025, et des augmentations de 1,75 % en 2026 et 2027. On ne peut pas dire que ce sont des négociations, puisque l'objectif n'est pas de résoudre aucun problème. Le 10 septembre, un jour avant que les travailleurs de l'éducation de Fort McMurray ne débrayent, le gouvernement a imposé une Commission d'enquête sur les litiges (CEL), rendant leur grève illégale et violant le droit des travailleurs de retirer leur force de travail. L'ordre du jour de baisses de salaires, de conditions de travail intolérables et d'insécurité a un gros impact sur les travailleurs qui dispensent les services publics et équivaut au démantèlement des services publics. C'est ce que les travailleurs rejettent et tous les jours les actions se multiplient par lesquelles ils se font entendre, informent leurs collègues et le public de leurs justes revendications et de leur importance.

La réaction de la première ministre Danielle Smith aux fermetures temporaires des salles d'urgence dans des régions rurales en raison de la pénurie de personnel a provoqué la colère partout dans la province. Elle a menacé d'avoir recours à la « peur et à la compétition » et de céder certains établissements à l'organisation catholique Covenant Health, qui gère un certain nombre d'établissements de santé dans la province, ainsi qu'à d'autres « gestionnaires » qu'elle n'a pas nommés. Comment une salle d'urgence peut-elle fonctionner sans médecins et infirmières ? La première ministre n'en a pas parlé, ce qui montre qu'elle n'est pas apte à gouverner. Par leurs actions, les travailleurs du secteur public mettent de l'avant un ordre du jour qui défend leurs droits et offrent des solutions à la crise qui menace le bien-être de chaque membre de la société.

La bataille pour l'opinion publique est lancée ! Rejoignez les rassemblements, les piquets, les discussions et les autres actions, parlez avec vos collègues, votre famille et vos amis. Tout le monde a un rôle à jouer parce que c'est une lutte qui appartient à tout le monde – que chacun y prenne sa place !



Tous en appui aux travailleurs de la santé !

– Peggy Morton –

La population de l'Alberta augmente rapidement, de 204 677 personnes entre le 1er avril 2023 et le 1er avril 2024 seulement, pour une population totale de 4 849 906 personnes. Même si l'on tient

compte du ratio moyen d'infirmières par rapport à la population, malheureusement insuffisant au Canada, cette augmentation nécessiterait à elle seule 2 278 infirmières supplémentaires pour maintenir un statu quo insoutenable. Or, au cours de la même période, 20 000 travailleurs de la santé ont quitté la province, selon Statistique Canada.



Des infirmières se joignent à des membres de la communauté lors d'un rassemblement pour la sécurité du personnel et des soins à l'extérieur d'une réunion publique réservée aux membres du Parti conservateur unifié à Rocky Mountain House, le 26 septembre 2024.

David Harrigan, négociateur en chef des Infirmières et infirmiers unis de l'Alberta (UNA), a déclaré que certaines personnes peuvent considérer que les revendications salariales des infirmières de l'Alberta, qui demandent une augmentation de 25 % au cours de la première année de leur convention collective, sont scandaleuses. Ce qui est scandaleux, selon lui, c'est de fermer des unités ou des hôpitaux entiers et de faire travailler les infirmières vingt-quatre heures sur vingt-quatre. " Ils ont abusé du système et l'ont ignoré pendant de nombreuses années, et lorsque l'on fait cela, il faut un énorme rattrapage pour remettre les choses en ordre ", a déclaré David Harrigan.

Ce qui est également scandaleux, c'est la réponse du gouvernement à la fermeture des unités. Au lieu d'écouter les infirmières et de répondre à leur appel à recruter, fidéliser et respecter, la première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, a déclaré qu'elle utiliserait " la peur et la concurrence ", confiant à des entités qui ne sont pas nommées la gestion des hôpitaux ruraux qui ont été contraints de fermer temporairement leurs services d'urgence en raison d'un manque de personnel. Cette annonce a été dénoncée d'un bout à l'autre de la province.

Les infirmières parlent en leur nom propre de leurs conditions de travail. UNA a publié de nombreuses vidéos, que l'on peut visionner sur la page Facebook d'UNA, dans lesquelles les infirmières parlent du fond du coeur des conditions auxquelles elles sont confrontées. Elles disent que les infirmières de chevet disent : « Je ne pense pas pouvoir le faire encore longtemps. » Les infirmières se demandent qui va s'occuper des patients si tout le monde est épuisé. Le système compte sur le personnel déjà épuisé pour assurer de plus en plus de gardes. Que des erreurs peuvent être commises lorsque les gens sont surchargés de travail et qu'ils n'ont pas le temps de prodiguer des soins adéquats. Qu'une dotation en personnel adéquate permet de sauver des vies. Que les gens cesseront de s'orienter vers le métier d'infirmière à cause de ces conditions. Et que la pénurie d'infirmières est un problème mondial qui doit être résolu dès maintenant.



Rassemblement pour la sécurité du personnel et des soins, Rocky Mountain House, 26 septembre 2024

Le président de l'Association médicale de l'Alberta, le Dr Paul Parks, s'exprime également sur la grave pénurie de personnel. « Dans les principaux services d'urgence de la province, nous fonctionnons régulièrement avec seulement 80 % du personnel infirmier dont nous avons besoin », a-t-il déclaré.

Les infirmières sont déterminées à lutter pour obtenir les conditions de travail dont elles ont besoin, c'est-à-dire les conditions de soins de leurs patients. Elles ne sont pas disposées à reculer et à accepter les abus d'un gouvernement qui ne répond pas aux préoccupations des travailleurs de la santé, qui savent clairement ce qui est nécessaire, en créant davantage de chaos, en privatisant davantage de services et en provoquant des pénuries de personnel encore plus graves dans les hôpitaux, tout cela au service de riches intérêts privés.

UNA a finalisé un accord sur les services essentiels, organisé une réunion publique avec les dirigeants locaux pour discuter de la préparation de la grève, et préparé le manuel de grève d'UNA. La législation sur les services essentiels a été promulguée en 2015 à la suite d'une décision de la Cour suprême qui a jugé inconstitutionnelle la législation rendant illégales toutes les grèves dans les services publics.

La médiation informelle se déroule maintenant sur une base " sans préjudice "; ce qui signifie que si aucun accord n'est conclu, les deux parties reviennent à leur position du 11 juillet 2024. UNA a annoncé le 20 septembre qu'une réunion d'une journée avec environ 600-700 délégués a été convoquée pour le 10 octobre afin de fournir un rapport sur les négociations aux sections locales. UNA explique que « le rapport pourrait indiquer : 1. que nous avons un accord de principe, 2. que nous avons une recommandation des médiateurs, ou 3. que nous sommes dans une impasse et que nous ne pourrions pas aller plus loin sans prendre des moyens de pression au travail. Les délégués discutent ensuite et donnent des instructions au comité de négociation sur les prochaines étapes, qui pourraient être la tenue d'un vote de ratification ou les étapes nécessaires à la tenue d'un vote de grève ».

Les travailleurs de soutien des soins de santé et les infirmières auxiliaires représentées par le Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta (AUPE) et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) s'expriment également, s'organisent et passent à l'action. L'AUPE compte 82 000 membres dont les conventions collectives ont expiré cette année et qui sont actuellement en cours de négociation. Des rassemblements animés ont eu lieu le 7 septembre à Calgary, Edmonton et Red Deer, où les membres de l'AUPE ont été rejoints par des sympathisants, y compris des travailleurs d'autres syndicats. Ces rassemblements étaient le point culminant d'actions menées tout au long de l'été, avec plus de 50 piquets et rassemblements dans toute la province. Les travailleurs de la santé représentés par le Syndicat canadien de la fonction publique provinciale ont également organisé un

rassemblement animé à Edmonton le 14 septembre pour dire que « Assez, c'est assez ! » La journée d'action a mis en lumière les problèmes critiques que sont les bas salaires, les pénuries de personnel et le programme de privatisation poursuivi par le gouvernement du PCU, qui ont rendu la crise des soins de santé encore plus aiguë. Les travailleurs de la santé d'Edmonton ont été rejoints par des travailleurs d'autres villes, ainsi que par des travailleurs d'autres syndicats et des sympathisants. Le message des travailleurs de la santé était le suivant : « Nous sommes unis avec nos frères et sœurs syndiqués, nos amis, nos alliés et notre communauté, et nous gagnerons ce combat et protégerons les soins de santé pour tous les Albertains ! Solidarité ! »



Rassemblement du SFCP à Edmonton, 14 septembre 2024

Sandra Azocar, vice-présidente de la région Nord-Ouest de l'AUPE, a souligné que l'AUPE demande depuis des décennies au gouvernement de remédier à la pénurie de personnel, qui a atteint des proportions de crise, en particulier dans les zones rurales de l'Alberta. Aucune des conditions inacceptables dans les établissements de soins de longue durée et d'aide à la vie autonome révélées lors de la pandémie de COVID-19 n'a été corrigée ni même abordée. En fait, ces conditions ne font qu'empirer, a déclaré Sandra Azocar.

L'AUPE a également lancé une campagne intitulée « STRIKE a Change for Alberta Seniors » (EN GRÈVE pour changer les choses pour les aînés de l'Alberta), qui comprend une campagne d'envoi de lettres. La pétition demande que les aînés en soins de longue durée reçoivent 4,5 heures de soins directs, soit une augmentation de 2,5 heures par rapport à la pratique actuelle de deux heures de soins par jour, ce qui n'est en aucun cas suffisant pour répondre aux besoins des aînés en perte d'autonomie.

L'AUPE a proposé un accord triennal prévoyant des augmentations de salaire de 13 %, 6,5 % et 6,5 %. Le syndicat propose également des ajustements au coût de la vie (COLA) basés sur l'indice des prix à la consommation (IPC), afin de protéger les travailleurs d'un retard supplémentaire par rapport à l'inflation. L'AUPE met également la dernière main à un accord sur les services essentiels, qui sera suivi d'une médiation officielle, provisoirement prévue pour le mois d'octobre, condition préalable à la tenue d'un vote de grève.

Les salaires et les conditions de travail des travailleurs sont les conditions de soins de santé du public. Ils ne font qu'un. La satisfaction de leurs revendications et la fin de la crise des soins de santé ne font qu'un. Imaginez un instant un système de soins de santé dans lequel ceux qui travaillent aujourd'hui et fournissent des soins de santé avec un tel dévouement dans des conditions

aussi impossibles seraient les décideurs, en collaboration avec leurs communautés. Il devient immédiatement évident qu'un système de soins de santé prospère et dynamique est possible. Tous ensemble pour soutenir les infirmières et les travailleurs de la santé !



Les élections en Colombie-Britannique le 19 octobre 2024

L'élection met en évidence l'absence de pouvoir de l'électorat

L'élection d'un nouveau gouvernement en Colombie-Britannique aura lieu le 19 octobre. Le NPD et le Parti conservateur ont tous les deux désigné leurs candidats dans chacune des 93 circonscriptions et le Parti vert en a désignés dans 69 circonscriptions. BC United, anciennement le Parti libéral de la Colombie-Britannique, qui formait l'opposition officielle à l'Assemblée législative au moment de sa dissolution le 21 septembre, ne présente aucun candidat, son chef ayant conclu une entente secrète avec le chef du Parti conservateur de la Colombie-Britannique visant à « unir la centre-droite pour défaire le NPD ».

Aucun membre de ces partis, et encore moins les citoyens de la Colombie-Britannique, n'a eu un mot à dire sur cette question ni sur la sélection des candidats pour ces partis cartellisés. Les gens se font dire que c'est leur devoir de citoyen de voter même s'ils ne participent aucunement à la discussion sur comment attaquer les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Selon les sondages, le Parti conservateur, qui détenait seulement 8 des 87 sièges à la dissolution de la législature, est coude à coude avec le NPD depuis l'effondrement de BC United, qui a été au pouvoir de 2001 à 2017, une période d'attaques sans précédent contre les droits des travailleurs et les programmes sociaux. Même si le NPD suivait déjà un ordre du jour antisocial, si le Parti conservateur est élu, il instiguera une nouvelle vague de privatisation de la santé et d'attaques contre les programmes sociaux. Le chef du Parti conservateur John Rustad a déjà annoncé que son gouvernement abrogerait la *Loi sur les droits des peuples autochtones de la Colombie-Britannique* et d'autres projets de loi adoptés par le NPD.



Le NPD fait la promotion d'une recherche produite par BC United publiée avant le mariage de raison visant à discréditer les conservateurs. On prétend dans cette recherche qu'un certain nombre de candidats conservateurs seraient des amateurs de théories du complot du genre *Make America Great Again* (MAGA) de Donald Trump et ayant des opinions anti-immigrants et anti-avortement. Le chef du NPD David Eby a dit au cours de sa campagne le 27 septembre que le chef du Parti conservateur, John Rustad, et son équipe, étaient « des adeptes de théories complotistes bizarres sur internet – prétendant que les vaccins sont frauduleux, la pandémie de la COVID-19 était frauduleuse, qu'on force les enfants à manger des insectes. [...] Aujourd'hui, un nombre important

de candidats du Parti conservateur de la Colombie-Britannique font la promotion de théories de la conspiration sur les élections américaines, comme quoi l'émeute du 6 janvier au Capitole était, en réalité, un coup monté joué par des acteurs. »

Le mariage entre les conservateurs et BC United montre jusqu'où iront les cercles dirigeants avec leurs stratagèmes pour payer les riches en Colombie-Britannique et pour mater l'opposition populaire. Les deux partis, les conservateurs et les néo-démocrates, prétendent que si l'un ou l'autre est élu, ce sera un désastre pour la Colombie-Britannique, ce qui met en lumière la nécessité pour les résidents de la Colombie-Britannique de parler en propre nom et de réclamer à la société ce qui lui appartient de droit.

Une question importante est de mettre fin à la persécution et la criminalisation des défenseurs de la terre wet'suwet'en par la police et les tribunaux et à la continuation d'un long passé de violation des droits autochtones par les gouvernements successifs du Crédit social, du Parti libéral et du NPD. Les défenseurs de la terre wet'suwet'en ont bloqué la construction du pipeline Coastal GasLink (CGL) sur leur territoire parce que la compagnie n'avait pas eu l'approbation des chefs héréditaires. Le pipeline CGL a été construit pour alimenter l'usine LNG Canada à Kitimat qui était, selon le premier ministre de l'époque, John Horgan, un véritable triomphe pour la Colombie-Britannique et le Canada. En 2018, lui et le premier ministre Justin Trudeau ont annoncé en grande pompe l'investissement par un monopole de pétrole étranger de 40 milliards de dollars dans le projet LNG Canada sous forme d'exemptions fiscales et d'autres aides financières de l'ordre de 5,35 milliards de dollars, un gigantesque stratagème pour payer les riches.

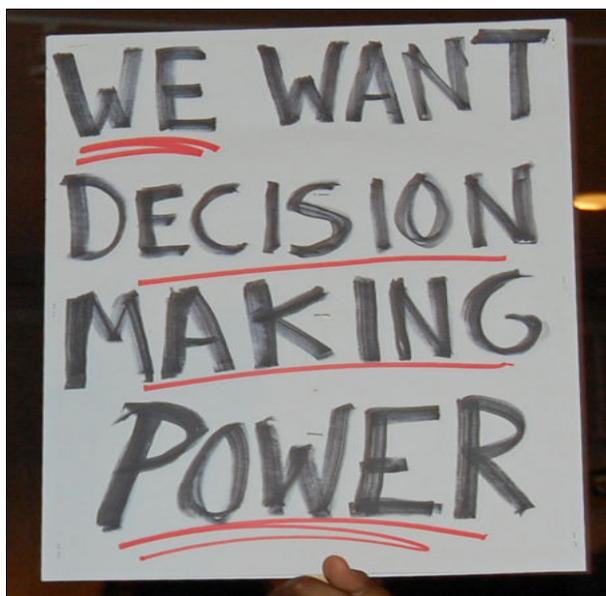


Manifestation à Vancouver le 16 janvier 2019, une des nombreuses actions partout au Canada pour dénoncer le raid de la GRC contre les Wet'suwet'en défendant leur terre contre la construction du pipeline CGL

LNG Canada a annoncé avec fracas un « un succès majeur » le 12 septembre, qu'il avait « il y a quelques semaines seulement, pour la première fois, expédié du gaz naturel à l'usine à partir du nouveau pipeline Coastal GasLink ». Cette réalisation majeure aurait été impossible sans le harcèlement, les arrestations et l'incarcération des défenseurs de la terre wet'suwet'en, la destruction de leurs camps et le fait qu'ils ont été arrachés de leur terre par l'unité militarisée spéciale de la GRC, sous la direction du procureur général néodémocrate. Malgré tout, on voudrait faire croire aux citoyens que le NPD est un « meilleur choix » que les conservateurs. Il en est de même pour toutes les autres questions d'importance pour le peuple.

La maison de sondage Angus Reid déclare que les principaux enjeux dans l'élection sont la santé, la

croissance économique, la sécurité dans les quartiers et l'abordabilité des logements. Mais ce n'est pas présenté comme des préoccupations du peuple, c'est seulement pour dire que si vous êtes inquiets à propos de A, B ou C, il faut voter pour tel ou tel parti.



Un rapport de la Presse canadienne du 23 septembre avait pour titre « Le crime et le désordre s'invitent dans les élections de la Colombie-Britannique, mais les statistiques racontent une histoire plus complexe ». On y fait valoir la demande de pouvoirs de police accrus pour régler les problèmes sociaux par la criminalisation et l'incarcération. Les médias ont souligné comment le gouvernement avait décriminalisé pour ensuite recriminaliser l'usage de la drogue alors qu'en 2023, 2 551 personnes sont mortes de surdoses. Mais aucun forum n'est offert aux travailleurs de première ligne, aux défenseurs de droits et aux utilisateurs de drogues ou à la communauté pour discuter et trouver les solutions qui pourraient sauver des vies. Les arguments au sujet du plan de David

Eby d'obliger les gens ayant de graves dépendances ou des problèmes de santé mentale de se faire traiter sont réduits à une question de pour ou contre, sans jamais qu'il n'y ait enquête sur la crise des opioïdes, de discussion menée par les experts, les travailleurs sur le terrain, les patients et les familles sur comment protéger les humains et comment exiger une reddition de comptes des responsables.

Une fois de plus, les citoyens expriment leur insatisfaction face à un système électoral qui permet à deux partis d'imposer leur pouvoir à la population. Une fois élus, ils ne peuvent être tenus redevables pour des décisions qui font du tort au peuple et à l'environnement. Les gens de la Colombie-Britannique ont toujours été à l'avant-plan pour apporter des solutions qui donnent au peuple droit au chapitre et à la gouvernance et ils vont certainement continuer de demander une nouvelle direction pour l'économie et des solutions qui sont favorables au peuple et non aux oligopoles qui contrôlent tous les secteurs de la vie et de l'économie en Colombie-Britannique.



Une grenade à la réunion du caucus – la sélection des candidats en Colombie-Britannique

– Peter Ewart –

La nouvelle en a secoué plus d'un. Le chef du parti BC United Kevin Falcon et le chef du Parti conservateur John Rustad ont tenu une conférence de presse le 28 août et Falcon a annoncé la suspension de la participation de BC United à la prochaine élection provinciale et a donné son plein appui aux conservateurs. Cette annonce a été précédée de plusieurs années d'intense rivalité et de grande animosité entre les deux chefs et les deux partis, Falcon ayant expulsé Rustad de BC United en 2022 et celui-ci ayant rejoint plus tard les conservateurs.

La plupart des députés de BC United, telle que la députée de longue date et ancienne vice-première ministre Shirley Bond, ont été pris au dépourvu, sans parler des associations de circonscriptions, du

personnel, des donateurs et des électeurs, en apprenant qu'il y avait eu cette entente secrète de dernière minute. Les candidats, les associations de circonscription et le personnel conservateurs ont aussi pris de court. Alors qu'il coupait l'herbe sous les pieds de ses propres candidats de parti (succombant à la pression de ses bailleurs de fonds), Kevin Falcon ne semble avoir obtenu à peu près rien dans son entente secrète sauf que c'était censément une mesure pour unifier la coalition de « centre-droite » dans le but de défaire le NPD au pouvoir. Seul le temps dira si cette histoire en cache une autre et si cette coalition brique-à-braque tiendra le coup.

De son côté, John Rustad a laissé entendre que son unique engagement était qu'il « envisagerait peut-être » d'autoriser des candidats de BC United de se présenter sous la bannière conservatrice, moyennant un processus d'évaluation contrôlé par lui. Cela engendre un véritable casse-tête, les candidats devant jouer aux chaises musicales alors que les 140 candidats des conservateurs et de BC United à l'Assemblée législative devront jouer des coudes pour le partage des 93 sièges disponibles à l'Assemblée législative. Certains candidats des deux partis ont déjà reçu le message qu'en dépit d'avoir déjà été désignés, ils ne recevront pas l'aval du Parti conservateur.

Cette entente secrète a été une capitulation totale et abjecte de la part de Kevin Falcon et elle a plongé le parti dans le chaos, certains candidats choisissant de se retirer de la campagne, d'autres songeant à se présenter comme indépendants et d'autres entretenant l'espoir de rejoindre les conservateurs. Mike Bernier, le député de BC United dans Peace River South, a résumé le carnage ainsi : « [Falcon] s'est présenté comme voulant se faire harakiri, mais plutôt que de s'empaler, il a lancé une grenade dans notre salle de caucus [de BC United], puis s'est sauvé en courant. »

Comme le souligne le journaliste Paul Willcocks dans *The Tyee*, « rien ne va plus lorsque, dans un système, une personne peut faire tomber un parti et priver les électeurs d'une option clé sept semaines avant l'élection ». Le problème existe aussi au niveau fédéral où des chefs de parti et des quartiers généraux de parti peuvent décider qui sera désigné, bien souvent par le biais de stratagèmes et de manipulations, laissant les électeurs et même les membres du parti gros-jean comme devant.

C'est ainsi que fonctionne le système de parti actuel de l'establishment, qui brouille les lignes de partis. Le choix des candidats est entre les mains de partis politiques qui sont des organisations privées et non pas entre les mains des électeurs. En fonction de ce système, les chefs de partis ont le pouvoir d'agir comme de véritables dictateurs ayant le droit de nommer un candidat ou d'annuler une candidature comme bon leur semble. C'est un phénomène qui n'est pas démocratique. Nous devons renouveler notre processus démocratique et une des principales choses à changer est la sélection des candidats. En fonction du système actuel, les partis et les chefs de parti ont une emprise sur le processus de sélection. Pourquoi ne pas élargir nos horizons et avoir un processus de sélection permettant aux électeurs de choisir les candidats plutôt que les partis ?

Anciennement, la Colombie-Britannique avait un système de gouvernance par lequel les candidats étaient indépendants. Pourquoi ne pas repenser la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui et adopter un nouveau processus démocratique au diapason avec ce qu'il nous faut aujourd'hui ?



La situation à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique et les candidats à l'élection

Une élection provinciale aura lieu en Colombie-Britannique le 19 octobre 2024. À la dissolution de l'Assemblée législative le 21 septembre, le NPD détenait 55 sièges, BC United 20, le Parti

conservateur de la Colombie-Britannique 8, le Parti vert 2, et il y avait deux indépendants – pour un total de 87 sièges et aucun siège vacant. Les électeurs éliront 93 députés à l'assemblée législative, 6 nouveaux sièges ayant été ajoutés, 4 dans la région de Vancouver, 1 sur l'Île de Vancouver et 1 dans la région intérieure de la Colombie-Britannique.

Élections Colombie-Britannique rapporte qu'à la clôture des nominations le 28 septembre, 323 candidats étaient enregistrés. Le NPD et le Parti conservateur ont des candidats dans les 93 circonscriptions et le Parti vert en a dans 69 circonscriptions. BC United, l'opposition officielle au moment de la dissolution, n'aura pas de candidats en lice. Quarante candidats sont indépendants et 14 sont non affiliés, dont certains candidats de BC United. Des candidats du Parti de l'héritage chrétien, du Parti communiste et du Freedom Party ont aussi des candidats.

Le Parti libéral de la Colombie-Britannique a été au pouvoir de 2002 à 2017, d'abord sous Gordon Campbell, puis sous Christy Clark. Lors de l'élection de 2017, les libéraux ont remporté 42 sièges, et il leur en fallait 43 pour obtenir la majorité. Le NPD et le Parti vert ont conclu une entente de soutien mutuel sans participation et la combinaison de leurs 44 sièges leur a permis de défaire le gouvernement de Clark lors d'une motion de blâme le 29 juin 2017, après quoi Christy Clark a démissionné en tant que première ministre. Puis le lieutenant-gouverneur a demandé au chef du NPD John Horgan de former un gouvernement. Le 21 septembre 2020, en violation de l'entente de soutien sans participation avec le Parti vert, John Horgan a appelé une élection anticipée et le NPD a remporté la majorité avec 57 sièges. Il a annoncé en juin 2022 qu'ils démissionnaient en tant que chef du parti et premier ministre dès qu'un nouveau chef serait nommé. Le 21 octobre 2022, David Eby a été acclamé en tant que chef du NPD et premier ministre.

Après plusieurs années de forte rivalité et d'acrimonie entre les deux parties, le chef de BC United Kevin Falcon et le chef du Parti conservateur John Rustad ont tenu une conférence de presse le 28 août et Falcon y a annoncé qu'il suspendait la participation de BC United dans l'élection de 2024. À ce moment-là, les deux partis avaient nommé 140 candidats, et, par conséquent, en raison de l'entente secrète annonçant l'appui de BC United au Parti conservateur, les candidats des deux partis, en pleine campagne, ont été avisés qu'il n'avait plus l'appui de leur parti. Certains candidats de BC United ont alors choisi d'être candidats indépendants, certains se sont tout simplement retirés et d'autres ont reçu l'appui du Parti conservateur.

